



LE Chien de garde

BULLETIN - AVRIL - MAI 2012 [Abonnez-vous à notre e-bulletin](#) [Désabonnez-vous](#)
If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).

Nouvelle enquête : La sécurité sur nos routes



L'Ombudsman de l'Ontario, André Marin, a lancé une nouvelle enquête systémique le 20 mars en vue de déterminer quelle surveillance la province exerce sur les conducteurs atteints d'hypoglycémie incontrôlée, qui peuvent constituer un danger sur les routes.

Le cas d'Allan Maki, qui était en état de choc diabétique quand il a causé une collision dans laquelle trois personnes ont été tuées à Hamilton en 2009, soulève de graves questions quant au processus suivi par le ministère des Transports pour obtenir des renseignements sur les conducteurs souffrant d'hypoglycémie incontrôlée et pour prendre les mesures d'action qui s'imposent, a déclaré M. Marin. Les membres des familles des victimes de cet accident ont porté l'affaire à l'attention de l'Ombudsman.

Environ 1 million de personnes en Ontario sont diabétiques. Selon certaines études, jusqu'à 25 % des diabétiques traités à l'insuline pourraient souffrir d'insensibilité à l'hypoglycémie – c'est-à-dire d'une incapacité à reconnaître les signes précurseurs d'un faible taux de sucre dans le sang et d'un éventuel affaiblissement des facultés de conduite.

« Bien que la plupart des conducteurs diabétiques ne présentent aucun danger, l'hypoglycémie incontrôlée a été jugée assez grave pour que l'Ontario et d'autres provinces en fassent une maladie à déclaration obligatoire », a dit M. Marin. « Mais si cette obligation de déclaration n'entraîne pas de mesures d'action appropriées par le Ministère, elle reste dénuée de tout sens. Notre enquête visera à déterminer si les processus en place sont adéquats pour protéger la sécurité du public. »

Lire le [communiqué de presse](#) complet ici.

L'Ombudsman demande à toute personne qui a connu ce problème de communiquer avec son Bureau au 1-800-263-1830, ou à www.ombudsman.on.ca. L'enquête, menée par l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman, devrait durer environ six mois.

L'Ombudsman reçoit un prix pour services distingués

Le 26 avril, lors d'un dîner de gala, l'Ombudsman a eu l'honneur de recevoir le Prix pour services distingués de l'Association du Barreau de l'Ontario.

Ce prix rend hommage aux contributions professionnelles exceptionnelles de M. Marin au secteur juridique et au développement du droit en Ontario, ainsi qu'à l'obtention d'importants avantages liés au droit pour les Ontariens.

Le Bureau de l'Ombudsman

exerce une surveillance et un pouvoir d'enquête sur environ 500 ministères, organismes, tribunaux, et sociétés de la Couronne.

[Téléchargez un formulaire de plainte](#)

Ligne des plaintes : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS télécopieur : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca

Ombudsman Ontario
Bell Trinity Square
483, rue Bay
10e étage, Tour Sud
Toronto, ON
M5G 2C9



ENQUÊTES SUR LES RÉUNIONS MUNICIPALES À HUIS CLOS

London

La dernière enquête de l'Équipe d'application de la loi sur les réunions publiques (OMLET) de l'Ombudsman a conclu que les conseillers de London, en Ontario, n'avaient pas enfreint la Loi sur les municipalités en tenant une réunion à huis clos pour discuter le mouvement de protestation « Occupy London » en novembre dernier. [Lire le rapport complet](#).

L'Ombudsman sera présent en personne lors d'une réunion du conseil de London le 25 juin, durant laquelle il parlera du rôle de son Bureau et de ses procédures d'enquête pour les réunions municipales à huis clos.

Séances de formation

Le personnel de l'Ombudsman a donné une séance de formation intitulée « Réunions publiques en Ontario » à la Ville

« Nous saluons l'engagement de l'Ombudsman envers les questions de justice, la force de son engagement et de sa défense des intérêts des gens qui n'ont ni la force, ni la voix pour se faire entendre », a déclaré le vice-président de l'ABO, Morris Chochla, qui a remis le prix à M. Marin.



M. Marin a dédié son prix au personnel du Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario. « Dès qu'un problème de mauvaise administration gouvernementale nous est signalé, notre approche doit être d'un professionnalisme sans faille », a-t-il déclaré. Notre équipe s'est vraiment montrée à la hauteur. Je suis redevable au personnel du Bureau de l'Ombudsman qui a fait preuve d'un tel dévouement et d'une telle motivation pour aider 'les simples gens' à avoir accès aux corridors du pouvoir, pour humaniser le gouvernement et pour trouver des solutions aux grands et aux petits problèmes. »

M. Marin a aussi reçu le Prix d'excellence Tom Marshall de l'ABO en 2009 pour sa contribution exceptionnelle à la pratique du droit dans le secteur public en Ontario.

Lire le [communiqué de presse](#) complet

[Vidéos](#) et [photos](#) de l'événement

Photo: L'Ombudsman de l'Ontario, André Marin, avec le vice-président de l'ABO, Morris Chochla

Unité des enquêtes spéciales : sous surveillance

L'enquête de l'Ombudsman sur l'Unité des enquêtes spéciales de la province – et ses deux rapports, [Une surveillance imperceptible](#) et [Le sabotage de la surveillance](#) – ont refait surface dans les nouvelles après deux discours de l'Ombudsman à Ottawa, dans lesquels il a évoqué de nouvelles préoccupations à propos d'une éventuelle tendance pro-police à l'UES, ainsi que d'un manque de coopération de la police envers l'UES.

Le 21 avril, M. Marin a pris la parole lors de la conférence annuelle de l'Association of Ontario Police Services Boards. Sa présentation a été communiquée en temps réel sur le compte Twitter de l'Ombudsman ([@Ont_Ombudsman](#)), sous le hashtag #OOLive. Tous les tweets ont été compilés dans un article Storify, [à lire ici](#) (en anglais seulement).

Le 22 avril, l'Ombudsman a fait une présentation similaire à l'Association des libertés civiles – Région de la capitale nationale. Un résumé de sa présentation est affiché [ici](#) (en anglais seulement).

Lors de ces événements, l'Ombudsman a fait part d'inquiétudes suscitées par un récent documentaire télévisé montrant des comportements possiblement pro-police parmi le personnel de l'UES. Dans ce documentaire, l'un des membres de l'UES porte un anneau dont l'image est brouillée, mais dont un examen révèle qu'il s'agit d'un anneau de police – or à la suite de l'enquête de l'Ombudsman en 2008, l'UES a interdit ce port. L'UES étudie les incidents. L'Ombudsman a aussi souligné que le directeur de l'UES avait envoyé plus de 200 lettres aux chefs des services locaux de police, à propos du manque de coopération avec l'UES, mais qu'il n'avait reçu que 20 réponses environ.

Plusieurs articles sont parus dans les médias à ce sujet, avec notamment cette réaction (en anglais seulement) :

[Police ignore letters of concern from watchdog](#) (Ottawa Citizen)

[Chief promises to 'acknowledge' letters from SIU](#) (Ottawa Citizen)

[Ombudsman Andre Marin slams SIU over pro-police bias in Michael Eligon case](#) (Toronto Star)

[Three SIU investigators disciplined in case of Toronto man shot by police](#) (Global Toronto)

Autres événements pour l'Ombudsman

d'Amherstburg, à la Ville de South Bruce Peninsula et au Comté d'Essex. Cette formation résume la Loi sur les municipalités (qui régit les réunions à huis clos) et le rôle joué par l'Équipe d'application de la loi sur les réunions publiques (OMLET) de l'Ombudsman dans les enquêtes sur les enfreintes à la Loi.

L'Ombudsman mène actuellement des enquêtes sur les réunions à huis clos à Amherstburg, London, Midland et Head, Clara et Maria.

MISES À JOUR DES ENQUÊTES

Manière dont l'OPP traite les traumatismes liés au stress

L'enquête de l'Équipe d'intervention spéciale de l'Ombudsman (EISO) sur la manière dont la Police provinciale de l'Ontario traite les traumatismes liés au stress opérationnel (y compris les troubles de stress post-traumatique) est terminée. L'Ombudsman rédige actuellement l'ébauche de son rapport et de ses recommandations. Il compte publier le tout à la fin de l'été.

CONNECTER EN LIGNE

L'Ombudsman compte maintenant plus de **7 100** suiveurs Twitter et plus de **1 700** fans Facebook. Merci de vos commentaires et de vos idées!

Merci à nos suiveurs sur Twitter qui ont suggéré le hashtag #OOLive! Tous les événements de l'Ombudsman twittés en direct utiliseront ce hashtag, qui permet à tout le monde de suivre ainsi un événement particulier ou d'en revoir d'anciens. Vous pouvez aussi vous abonner à notre [compte Storify](#) (où nous réunissons les tweets sous forme d'articles) ici.

Restez en liaison avec nous grâce aux médias sociaux, ou envoyez-nous un mot à chiendegarde@ombudsman.on.ca.

CAS SÉLECTIONNÉ

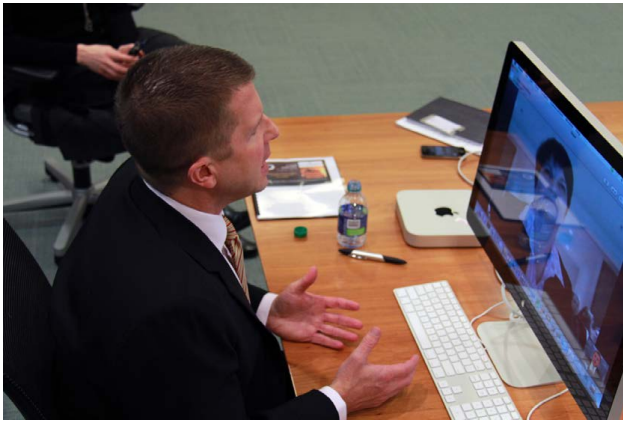
Tenues perdues

Cas sélectionné du Rapport annuel 2010-2011 de l'Ombudsman



Invités de la maison

Le 5 mars, l'Ombudsman a rencontré un groupe de stagiaires de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, qui étaient à Toronto en visite organisée par leurs homologues de l'Assemblée législative de l'Ontario.



Aux antipodes, via Internet

Grâce à la technologie de Skype, l'Ombudsman André Marin a été l'un des conférenciers au Public Sector Legal Officers' Forum, à Canberra, en Australie, le 6 mars. Il a parlé de son rapport sur l'élargissement des pouvoirs policiers lors du sommet du G20 à Toronto en 2010 ([Pris au piège de la loi](#)) et de la manière dont les enquêteurs avaient utilisé les médias sociaux pour recueillir des preuves.



Un groupe de détenus s'est plaint à l'Ombudsman qu'ils n'avaient pas obtenu de vêtements propres depuis quelque temps déjà – dans certains cas, depuis plus d'un mois. Les détenus étaient contrariés et certains craignaient que des bagarres n'éclatent à ce sujet. Quand le personnel de l'Ombudsman a parlé aux responsables de la prison, ils ont reconnu qu'il y avait des problèmes de livraison du linge, et que certains vêtements avaient été égarés lorsqu'ils avaient été envoyés au lavage dans un autre pénitencier. À la suite de l'intervention de l'Ombudsman, la prison a réglé ces problèmes en commandant des tenues supplémentaires pour les détenus, en augmentant le nombre de livraisons de linge propre par semaine et en exigeant régulièrement des rapports du préposé à la laverie-blanchisserie, pour repérer et régler rapidement tout problème.

Lire l'article à ce sujet, et d'autres cas, dans le [Rapport annuel](#) de l'an dernier.

Transparency International

Le 19 avril, l'Ombudsman André Marin a été invité à prendre la parole lors de la Journée de dialogue sur la lutte contre la corruption organisée par Transparency International Canada Inc. L'Ombudsman s'est joint à un groupe de conférenciers pour parler de l'efficacité des dispositifs municipaux anti-corruption. L'événement a été transmis en temps réel sur le compte Twitter de l'Ombudsman (www.twitter.com/Ont_Ombudsman) sous le hashtag #OOLive.

Voici un tweet de l'événement :



Ontario Ombudsman @Ont_Ombudsman

19 Apr

Education - of public & officials - is a big part of a municipal anti-corruption official's work. #OOLive

[L'éducation - du public et des dirigeants - est une grande composante du travail d'un responsable municipal de l'anti-corruption]

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

PROCHAINEMENT

L'Ombudsman compile actuellement son **Rapport annuel 2011-2012** – qu'il compte rendre public en juin. La prochaine édition de notre bulletin paraîtra également ce mois-là.

Plus tard cet été, l'Ombudsman fera paraître son premier rapport annuel dédié complètement à l'Équipe d'application de la loi sur les réunions publiques (OMLET) et à ses enquêtes sur les réunions municipales à huis clos. Ne manquez pas notre bulletin de juin pour plus de détails.

www.ombudsman.on.ca

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower // Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada